

# Confédération et cantons jouent à qui veut gagner des milliards

**Répartition des tâches** Les entités publiques essaient de se coordonner dans le domaine des transports, de la santé, des frontières ou de la formation.

**Arthur Grosjean**  
Correspondant  
au Palais fédéral

«Qui veut gagner des millions?» C'était un jeu culte qui a fait les beaux jours de la télévision avec des audiences record. Eh bien, Confédération et cantons font un remake en adaptant un peu la formule. Cela devient «Qui veut gagner des milliards?». Et les missions se jouent à l'abri des regards du public, sauf lors d'une présentation exceptionnelle qui a eu lieu ce vendredi à Berne.

Le jeu, pour ceux qui n'auraient pas tout à fait compris le concept, consiste à se répartir de façon rationnelle et efficace les différentes tâches publiques. Car Confédération et cantons ont tendance à se marcher un peu sur les pieds dans le financement des transports, de la petite enfance, de la police des frontières, des hautes écoles, et on en passe.

## 4 milliards à la Confédération

Le but du jeu: déléguer complètement une activité soit à la Confédération, soit aux cantons. En respectant notamment le principe du «Qui paie, commande». Concrètement, cela donne quoi? Selon un premier rapport, on pourrait refilet des tâches cantonales de 4 milliards de francs à la Confédération. Et inversement, les cantons reprendraient des tâches pour près de 5 milliards à la Confédération.

Le sous-titre du jeu porte un nom à coucher dehors: «Désenchevêtrement 27». Il signifie que, d'ici à 2027, on essaie de présenter un plan avec des tâches qui soient assumées et financées par un seul acteur.

Des exemples? Les prestations complémentaires pour les besoins vitaux dépendraient entièrement de la Confédération, tout comme l'infrastructure ferroviaire ou la police des frontières intérieures. À l'inverse, les cantons reprendraient la protection civile, le sport scolaire ou la formation musicale.

Il y a aussi des domaines où cela coince déjà et où il n'y a pas de consensus. Comme le transport régional des voyageurs,



Berne et les cantons cherchent les moyens de gagner en efficacité dans l'action publique. Nicole Philipp

**«Concernant les douanes, nous avons aussi des tâches très enchevêtrées entre les différents niveaux étatiques. Et on s'envoie mutuellement des factures. Si une seule administration s'en occupe, ce sera plus efficient.»**

**Thomas Minger**  
Représentant des cantons.

les tâches de police, les Hautes Écoles cantonales, le financement des routes, etc.

Enfin, il y a les domaines où les deux entités publiques ont d'ores et déjà exclu de ne pas s'échanger des milliards. Sur les questions de santé, d'énergie, d'agriculture et du logement. Faut-il y voir un amour immodéré du statu quo des administrations? Pas forcément. Il se peut aussi que des grosses réformes soient déjà en cours, comme celle du financement uniforme de la santé, et qu'on ne voulait pas interférer dans le processus.

## Où sont les économies?

Ce grand jeu du troc de tâches entre administrations, c'est bien joli. Mais n'est-ce pas de «l'art pour l'art», puisque les responsables ne se fixent pas d'objectifs financiers d'économie? Or à quoi servent toutes ces palabres, si, à la fin, le spectateur citoyen contribuable ne voit pas une diminution du coût des prestations rationalisées vers une seule administration?

Ces questions provoquent une riposte immédiate de Sabine D'Amelio-Favez, directrice de l'Administration fédérale des finances. «Oui, cela n'a rien à voir avec un programme d'épargne, comme le rapport Gaillard. Mais cela ne veut pas dire qu'on n'ar-

rivera pas à des économies en bout de course.» Et elle prend un exemple: actuellement, il est plus avantageux pour un Canton de construire une ligne ferroviaire qu'un métro, du simple fait que le premier est subventionné à 100%, contrairement au second, financé entre 30 et 50%. Alors même que le métro serait globalement moins cher.

## «Non, ce n'est pas de l'art pour l'art»

«Non, ce n'est pas de l'art pour l'art», s'échauffe la directrice. «Concernant les douanes, nous avons aussi des tâches très enchevêtrées entre les différents niveaux étatiques. Et on s'envoie mutuellement des factures. Si une seule administration s'en occupe, ce sera plus efficient.» Thomas Minger, représentant des cantons, ajoute que lors de la dernière réforme de 2007, on a par exemple décidé de centraliser à la Confédération l'achat de l'équipement personnel de l'armée. Avec des économies à la clé.

Le grand jeu du «Qui va gagner des milliards?» n'est cependant pas près d'être diffusé. Le rapport final est attendu pour fin 2027 et le processus politique suivra à partir du printemps 2028. «C'est votre dernier mot?» aurait dit l'animateur historique Jean-Pierre Foucault.